



La conseillère nationale Céline Amaudruz (UDC/GE) a été la seule parlementaire à avoir avoué publiquement qu'elle avait été victime de «gestes inappropriés».

## Céline Amaudruz, victime désormais coupable

MICHEL GUILLAUME, BERNE  
@mfguillaume

**HARCÈLEMENT** La vice-présidente de l'UDC, qui a témoigné de gestes déplacés à son égard, est accusée d'en avoir trop dit. Ou pas assez

L'affaire Buttet continue à faire des vagues au Palais fédéral. Mais elle a pris cette fois une tournure inattendue qui a fait bondir de nombreuses femmes. Céline Amaudruz (UDC/GE), la seule ayant avoué ouvertement avoir été victime de gestes déplacés, s'est en effet retrouvée sur le banc des accusés lors de la séance de son groupe mardi dernier.

Quel étrange rebondissement! Sous la Coupole, plus personne ne parle de Yannick Buttet (PDC/VS), l'homme par qui tout a commencé. Arrêté par la police pour avoir harcelé une ancienne amante, puis accusé dans la foulée par des conseillères nationales d'avoir eu un «comportement inadéquat» envers elles, le Valaisan a démissionné de la vice-présidence du PDC suisse tout en se mettant en congé maladie le 4 décembre dernier.

C'est désormais sur Céline Amaudruz que se focalisent tous les projecteurs. La Genevoise, porte-drapeau romand de l'UDC dont elle est à la fois vice-présidente

du parti et du groupe, avait jusqu'ici été la seule femme à témoigner publiquement. «Encore tout récemment, un parlementaire a eu à mon égard des gestes inappropriés, qui ne relevaient plus de la simple drague. Il y a des gens avec qui je ne prends plus l'ascenseur seule», avait-elle déclaré au *Temps*, entre autres médias. Une déclaration choc que n'a pas tolérée l'ancien chef de groupe de l'UDC Adrian Amstutz. Selon le *Sonntagsblick*, le Bernois, qui a la réputation de faire de la politique «à la tronçonneuse» en ne ménageant pas ses adversaires, a pris la parole lors de la dernière séance de groupe pour

# LE TEMPS

Le Temps  
1002 Lausanne  
021 331 78 00  
www.letemps.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 32'535  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 10  
Fläche: 45'471 mm²

Auftrag: 3007101  
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 67775626  
Ausschnitt Seite: 2/2

fustiger le comportement de Céline Amaudruz, coupable de ne pas avoir nommé les personnes auxquelles elle pensait. Il lui a reproché «d'avoir jeté la suspicion sur tous les hommes». Effondrée, la Genevoise a quitté la séance en larmes. Seul le Fribourgeois Jean-François Rime a pris sa défense.

## Renier la féminité pour avoir du respect?

A l'UDC, cet incident a suscité un malaise, d'autant plus qu'il survient en même temps qu'un commentaire du rédacteur en chef de la *Weltwoche* Roger Köppel ayant écrit qu'il n'avait jamais vu Céline Amaudruz «autrement qu'en minijupe». «Si Adrian Amstutz avait un reproche à adresser à la Genevoise, il devait le faire en aparté, pas devant tout le groupe», estiment plusieurs élus UDC.

Cette manière de détourner le débat du harcèlement sexuel a suscité un tollé de protestations chez de nombreuses

femmes, notamment à gauche: «C'est scandaleux», s'est exclamée Adèle Thorens (Les Verts/VD) sur Twitter. «Le fait d'être une belle femme et de savoir se mettre en valeur ne justifie aucun comportement inadéquat. Les femmes doivent-elles renier leur corps et leur féminité pour qu'on les respecte?» Même colère chez Rebecca Ruiz (PS/VD): «Les propos tenus par certains à l'égard de Céline Amaudruz et de manière plus générale à l'égard des victimes de violences sexuelles sont tout simplement inqualifiables. Ils prouvent au moins que les femmes qui renoncent à témoigner à visage découvert ont de bonnes raisons d'agir ainsi.» Coprésidente d'Alliance F, une organisation qui regroupe les associations féminines, Kathrin Bertschy résume la situation. «Les femmes ont toujours tout faux: si elles parlent, on dit qu'elles exagèrent, et si elles se taisent, on ne veut pas comprendre leurs raisons et

on critique cette position de faiblesse.»

Sous la Coupole, les bureaux des deux Chambres décideront mardi soir 12 décembre des mesures à prendre après l'affaire Buttet. Ce lundi, leurs présidents Dominique de Buman et Karin Keller-Sutter ont entendu les chefs de groupe. Deux tendances s'opposent. D'un côté, ceux qui estiment qu'il n'y a pas lieu d'agir car l'affaire Buttet reste un cas isolé; de l'autre, ceux qui considèrent qu'il faut des mesures concrètes. Elles peuvent aller d'une cellule de médiation qui porterait assistance aux femmes désireuses de parler en toute confiance à la rédaction d'un code de conduite signé par tous les parlementaires. Jusqu'à présent, les élus ne sont d'accord que sur un point: il serait hautement souhaitable que ce débat sur le harcèlement sexuel ne soit pas politisé et ne sombre pas dans un affrontement gauche-droite. ■ COLLABORATION: BERNARD WUTHRICH